

# Les Brigades Internationales

L'aide étrangère  
aux rouges espagnols

Bureau d'Information Espagnol  
MADRID  
1948

Federico Bordeja  
Sección \_\_\_\_ N.º \_\_\_\_

Federico Bordeja  
Sección \_\_\_\_ N.º \_\_\_\_

Les Brigades  
Internationales





Federico Bordeir  
Sección N.º

# Les Brigades Internationales

L'aide étrangère  
aux rouges espagnols



Bureau d'Information Espagnole  
MADRID  
1948





# I

## Les auxiliaires étrangers des rouges espagnols

- 1) L'AIDE FRANÇAISE.
- 2) L'APPUI RUSSE.
- 3) LES FOURNITURES TCHÈQUES ET ANGLAISES.
- 4) L'ARMEMENT ALLEMAND DESTINÉ AUX ROUGES.
- 5) L'INFILTRATION SOVIÉTIQUE.





### 1) L'AIDE FRANÇAISE

La mission de Fernando de los Ríos à Paris.—  
Divergence dans le Gouvernement français.—  
On propose la «non-intervention» et on inter-  
vient de manière scandaleuse.—Les fabriques  
de l'État français travaillent pour l'Espagne  
rouge.—Avions, canons et «chair à canon».—  
Témoignages sur la fourniture de matériel fran-  
çais aux rouges espagnols.

L'idée de solliciter une intervention étrangère dans la guerre civile espagnole naquit dans le Madrid du Front Populaire aussitôt que se produisit le soulèvement militaire du Maroc. La rapidité avec laquelle ce mouvement s'étendit à de vastes étendues du pays et l'aide enthousiaste qu'il rencontra firent comprendre au Gouvernement Casares Quiroga son impuis- sance à le dominer. Pour lui, il n'était qu'une voie de salut: s'empresse de demander l'appui de la République Française, dont les ministres lui étaient favorables. Dès le 18 juillet, le chef du Gouvernement de Front Populaire espagnol envoya un télé- gramme demandant au Gouvernement français sa coopération.

La prudence de Léon Blum, président du Conseil français, montra combien cette démarche était lourde de conséquences graves. Bien qu'il appartint à la même tendance que les minis- tres espagnols et qu'il fût aussi intéressé qu'eux à leur victoire, il ne se risqua pas à se compromettre par des décisions irrévoca- bles. Aussi, au lieu de répondre par télégramme ou par courrier, ce qui aurait laissé une trace aux archives, se contenta-t-il d'une réponse verbale en convoquant l'ambassadeur à Paris de la République Espagnole. Il prétexta de la difficulté de com- muniquer directement avec l'Ambassade française de Madrid et



demanda au représentant espagnol d'informer son Gouvernement de ses bonnes dispositions à l'égard des demandes de Madrid.

Encouragé par cette promesse, le ministre espagnol des Affaires Étrangères, Augusto Barcia, télégraphia à l'Ambassade pour qu'il présente au Gouvernement français une demande d'envoi de matériel de guerre prélevé dans les parcs militaires.

La demande était détaillée comme suit: 20 avions de bombardement «Potez» type 54; 20.000 bombes d'aviation; huit canons de 75 cm. Schneider; huit mitrailleuses Hotchkiss, à double canon; 250.000 cartouches de mitrailleuse, et quatre millions de cartouches de divers calibres.

L'ambassadeur d'Espagne à Paris était un diplomate de carrière, étranger à la politique, qui avait servi avec loyauté tous les Gouvernements et tous les régimes, respectueux de l'indépendance et de la dignité de l'Espagne. Il répugnait à se charger d'une mission dont il jugeait qu'elle mettait en jeu l'indépendance nationale. Le Gouvernement, comme s'il devinait ses hésitations, lui ordonna, par un nouveau télégramme, d'agir sans perdre de temps. Et, en même temps que le télégramme, il reçut la visite des capitaines d'Aviation Ismael Warletta de la Quintana et Juan Abola, arrivés par la voie des airs avec des instructions précises pour contrôler et hâter l'exécution de l'ordre.

Mais ce ne fut pas tout. Pris à la gorge, voyant d'heure en heure s'étendre le soulèvement qui déjà prenait l'allure d'un plébiscite national, le Gouvernement de Front Populaire s'accrochait désespérément à l'espoir de l'aide française. La mission donnée à l'ambassadeur et l'envoi des deux capitaines aviateurs ne lui parurent pas suffisants. Il dépêcha à Paris le professeur Fernando de los Ríos, ancien ministre d'État, pour aider l'ambassadeur dans sa tâche. Fernando de los Ríos, qui se trouvait à Londres, arriva à Paris le 23 juillet, à huit heures du matin.

L'ambassadeur se considéra désavoué par cette présence qui avait tous les caractères d'une substitution. Peu désireux d'intervenir dans une affaire qu'il estimait antipatriotique, il démissionna et expliqua à la presse française les raisons de sa démission. Le ministre-conseiller le remplaça comme chargé d'affaires.

Mais, en réalité, c'était Fernando de los Ríos, qui allait remplir les fonctions d'ambassadeur, bien qu'à titre officieux. Dès le jour de son arrivée, il rendit visite au ministre de l'Air, Pierre

Cot, au ministre de la Guerre, Edouard Daladier, et au sous-secrétaire d'État à la présidence du Gouvernement, Jules Moch.

Son activité ne fut pas infructueuse. Le Gouvernement français accepta le principe de la remise du matériel de guerre demandé, consentant, en outre, à envoyer dix-huit pilotes qui conduiraient les avions et pourraient se mettre au service du Gouvernement espagnol.

Cependant, pour que ces accords deviennent effectifs, il fallait une demande protocolaire signée par le chargé d'affaires. Mais ce dernier répugnait justement à donner cette signature. Il répondit à Fernando de los Ríos, qui lui demanda de dresser les documents officiels, qu'il avait besoin, pour dégager sa responsabilité dans une affaire aussi grave, d'une autorisation expresse de son Gouvernement.

—Demandez-la immédiatement par télégramme—lui ordonna De los Ríos, avec mauvaise humeur.

L'autorisation demandée fut reçue le 24, par un télégramme chiffré qui contenait également l'avis de constitution d'un dépôt en francs pour payer la moitié du matériel offert. Le dépôt était effectué à la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Mais, même dans ces conditions, le chargé d'affaires n'accepta pas d'apposer sa signature. D'accord avec son ambassadeur sur la manière de juger l'affaire, il déclara à Fernando de los Ríos que cette demande d'un Gouvernement à un autre Gouvernement pourrait être le début d'un conflit continental aux conséquences très graves. D'autres nations interviendraient sûrement en faveur d'un camp ou de l'autre et l'Espagne se convertirait en champ de bataille de l'Europe. Plutôt que de participer à la préparation de cette tragédie, il abandonnerait son poste. Et, en effet, le même jour, il donnait sa démission.

C'est le consul général d'Espagne à Paris qui dut prendre en charge l'Ambassade et c'est avec sa signature que la demande d'aide au Gouvernement français parvint protocolairement à celui-ci.

Mais il était trop tard pour qu'elle ait l'effet désiré. La nouvelle des démissions et des motifs qui étaient à leur origine était parvenue à la connaissance du public et avait entraîné une violente campagne de la presse hostile au Front Populaire. Même le Président de la République fut très impressionné et des divergences se manifestèrent au sein du Gouvernement.



Si bien que, au lieu de la concession de matériel de guerre promise verbalement par Léon Blum et diverses ministres, le Gouvernement français adopta, sur la proposition du ministre des Affaires Étrangères, Yvon Delbos, une résolution de non-ingérence dans le conflit espagnol.

Fernando de los Ríos rendit compte de tous ces faits au chef de son Gouvernement, José Giral, dans une lettre qui éclaire de lueurs révélatrices ces débuts obscurs de l'intervention étrangère en Espagne. Le Gouvernement du Front Populaire était intéressé plus que quiconque à maintenir secret le contenu de cette lettre qui tomba cependant entre les mains du Gouvernement de Burgos et fut vite diffusée par la presse européenne. L'impression qu'elle causa est facile à imaginer et elle acheva de ruiner le faible crédit du Gouvernement de Madrid. La lettre était ainsi rédigée:

Paris, 25 juillet 1936.

A monsieur José Giral, président du Conseil des ministres.  
Mon cher ami: Je renonce à faire de l'histoire parce que l'heure avancée à laquelle je commence cette lettre, après avoir eu une dernière conversation avec le Gouvernement, ou, pour mieux dire, avec certains de ses membres les plus distingués, empêcherait de la confier à l'avion «Douglas» qui doit l'emporter à Madrid pour qu'elle vous soit remise personnellement.

La bataille que la presse de Paris, à l'exception peut-être de trois journaux, avait entreprise contre la possible remise de matériel, à partir du moment où, par suite d'indiscrétions, lui fut remis le télégramme chiffré envoyé par vous au Gouvernement dans la nuit du lundi au mardi, a été entretenue par l'arrivée des aviateurs et est devenue plus vive quand a été connue ma venue et quand la presse a été informée—d'une façon minutieuse qui révèle de vastes trahisons—de toute l'étendue et de tous les détails de nos demandes.

Hier soir, alors que je venais d'arriver de Londres, le chef du Gouvernement me demanda de se rendre chez lui d'urgence; là se trouvaient les quatre ministres qui, étant donné leurs postes, avaient le plus de pouvoir sur les questions qui nous intéressent. La conversation fut de caractère essentiellement politique et, à leur demande, je dus faire quelques commentaires sur le caractère de la lutte espagnole qui ne peut être considérée comme strictement nationale pour une série de raisons que nous avons analysées: frontière militaire des Pyrénées, Baléares, détroit de Gibraltar, Canaries et rupture de l'unité politique de l'Europe occidentale. D'où le devoir et l'intérêt de la France de nous aider. Comment? Nous avons examiné nos demandes et, à l'attitude

d'un des ministres, je saisis qu'il y avait désaccord. Une nouvelle question surgit: celle de faire venir à Paris pour les appareils des aviateurs espagnols. J'ai montré que c'était presque impossible, étant donné la pénurie de nos effectifs et notre intention de garder les pilotes français. La personne autorisée me dit que tout le matériel d'avions et d'appareils était prêt et qu'il pourrait partir aujourd'hui même dans la matinée. Je suis allé me reposer et on m'appela alors d'urgence. Pierre Cot, le ministre de l'Air, voulait me voir; il m'avait cherché à l'Ambassade, et, comme il ne m'y avait pas trouvé, des amis communs me dirent que, pour ne pas susciter plus de soupçons, je devais aller chez lui.

J'y fus et il me fit connaître l'impossibilité de convaincre le ministre des Affaires Étrangères du droit qu'avaient les aviateurs français de conduire les avions en Espagne: la solution était de les conduire à Perpignan, etc. Ce matin, quand je suis allé au Ministère de l'Air, tout allait bien; mais quand j'arrivais à la maison Potez, les difficultés apparurent insurmontables. La campagne de presse, la reproduction de la lettre de démission du ministre-conseiller ont pris un tel caractère que Blum, en allant ce matin expédier les affaires avec le Président de la République, le trouva très troublé et dans un état d'esprit qui l'amena à dire: «Ce qu'on pense faire—remettre des armes à l'Espagne—peut être la guerre en Europe ou la révolution en France!» Et il demanda un Conseil de ministres extraordinaire pour quatre heures de l'après-midi.

La position du Président de la République est partagée par diverses ministres; le Conseil fut divisé, et même le président de la Chambre, Herriot, a été voir Blum et lui a demandé de réfléchir, parce qu'il pense que cela ne s'est jamais fait et pourrait donner un prétexte à l'Allemagne et à l'Italie pour reconnaître un Pouvoir apparent quelconque dans une ville espagnole et lui envoyer des armes et des munitions en quantités supérieures à celles que la France peut fournir.

La pression est énorme. De deux heures et demie à quatre heures moins le quart, je me suis trouvé avec le chef du Gouvernement et un ministre chez une troisième personne. «J'ai l'âme déchirée—me dit Blum, qui est convaincu autant que n'importe lequel d'entre nous de l'importance européenne de la partie qui se joue en Espagne: jamais je ne l'ai vu aussi ému—. Je maintiendrai ma position à n'importe quel prix et avec tous les risques—ajouta-t-il—. Il faut aider l'Espagne amie. Comment? Nous verrons bien.»

A neuf heures et demie, je me suis rencontré de nouveau avec certains d'entre eux. La lutte a été dure, et, dans le débat, a joué un grand rôle une clause secrète que le hasard m'a fait connaître; une clause du traité commercial ou de l'accord commercial signé en 1935 par Martínez de Velasco, qui prévoit l'achat en France pour vingt millions de francs d'armes et de munitions. Le ministre de la Guerre m'avait interrogé à ce sujet hier soir, me demandant si je savais quelque chose sur l'existence de cette